

L'investissement public, ce nouveau Graal économique

Les appels à augmenter l'investissement public pour la transition énergétique et relancer la croissance se multiplient. Au risque de creuser encore la dette.



Par Marc Vignaud



Publié le 02/04/2021 à 07h00

C'est presque devenu une tarte à la crème. Afin de sortir de la crise économique liée au Covid et de soutenir la croissance – actuelle et future –, la France va avoir besoin d'emprunter pour financer de nouveaux investissements publics et assurer, notamment, la transition énergétique. Le moment serait d'autant plus idéal que la faiblesse des taux d'intérêt permettrait de les financer presque gratuitement.

François Bayrou a, par exemple, réclamé un nouveau « plan Marshall », en plus du plan de

Vous lisez actuellement : L'investissement public, ce nouveau Graal économique

investissements publics supplémentaires d'ici à 2028 afin de financer la lutte contre le réchauffement climatique. Une idée d'autant plus en vogue que Joe Biden pousse un gigantesque plan d'investissements dans des infrastructures américaines (en assez mauvais état) et la transition énergétique, de 2 000 milliards de dollars sur huit ans.

À LIRE AUSSI

Dette publique : LREM réclame 70 milliards pour des investissements écologiques

Désormais, le nouvel eldorado semble être de distinguer, dans les comptes publics, d'un côté, les dépenses publiques « courantes » (rémunération des fonctionnaires, protection sociale, etc.), responsables, lorsqu'elles excèdent les recettes publiques, d'une sorte de « mauvaise dette » ; de l'autre côté, les dépenses publiques d'investissement. Ces dernières pourraient être à l'origine d'une « bonne dette » parce qu'elles permettraient d'augmenter le potentiel de croissance et ainsi de la rendre soutenable sur le long terme. C'est d'ailleurs la distinction qui est faite dans les comptes des collectivités locales qui n'ont le droit de s'endetter que pour financer leurs dépenses publiques d'investissement mais pas pour leurs dépenses de fonctionnement.

« Nous devons susciter un débat public sur ce qu'est une dépense de fonctionnement. »

Les Républicains

Le rapport de la Commission sur l'avenir des finances publiques, présidé par Jean Arthuis, qui recommande pourtant de contrôler strictement l'augmentation des dépenses publiques pour juguler l'endettement français qui a atteint plus de 115 % du PIB en 2020, met ainsi l'accent sur la nécessité de préserver les « dépenses d'avenir ». Même le commissaire européen à l'Économie, Paolo Gentiloni, estime que les règles budgétaires européennes doivent désormais opérer cette distinction et séparer les « mauvaises dépenses », si l'on peut dire, des « bonnes dépenses » d'investissement.

À LIRE AUSSI

Vous lisez actuellement : L'investissement public, ce nouveau Graal économique

Sans attendre la rénovation de ces règles budgétaires européennes, suspendues jusqu'à fin 2022, le président Les Républicains de la commission des Finances, Éric Woerth, et le rapporteur général du budget LREM à l'Assemblée nationale, Laurent Saint-Martin, s'appêtent à déposer une proposition de loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques qui ambitionne elle aussi de distinguer, « par le biais d'une présentation budgétaire renouvelée, l'investissement et le fonctionnement », peut-on lire dans l'exposé des motifs provisoire. Sous la houlette d'Éric Woerth, justement, Les Républicains, qui continuent de plaider pour un meilleur contrôle des dépenses publiques, mettent désormais l'accent sur cette distinction.

À LIRE AUSSI

Comment Les Républicains revisitent la réforme de l'État

Mais les choses ne sont pas si simples. Car les dépenses d'investissement au sens strict, celles qui permettent, par exemple, de développer le réseau 5G ou les énergies renouvelables, ne sont pas les seules porteuses de croissance. « Nous devons susciter un débat public sur ce qu'est une dépense de fonctionnement (notamment lorsqu'elle finance la recherche, les formations qualifiantes ou l'éducation) », peut-on ainsi lire dans le livret des Républicains consacré à la réforme de l'action publique, présenté mardi 30 mars. Autrement dit, il existe des dépenses de fonctionnement productives, qui peuvent être considérées comme des dépenses « d'avenir ». Paolo Gentiloni va jusqu'à évoquer de « l'investissement social ». Autrement dit, n'importe quelle dépense publique pourrait être considérée comme de l'investissement...

Le syndrome du rond-point

Brandir la nécessité d'augmenter les dépenses d'investissement aurait indéniablement un effet positif sur l'activité rapidement. Mais cela pourrait bien conduire à une augmentation incontrôlée de la dépense publique en général, faute de savoir à quelles dépenses de fonctionnement s'attaquer. Idéalement, il faudrait pouvoir augmenter les dépenses d'investissement en équilibrant en parallèle les régimes de protection sociale sur la durée d'un cycle économique. On pense immédiatement à la réforme des retraites. Mais ceux qui plaident le plus fortement pour des plans d'investissement, en particulier à gauche, sont souvent les plus réticents à accepter un allongement des carrières...

Et puis est-on sûr que toutes les dépenses d'investissement sont rentables et augmentent le potentiel de croissance ? En France, 60 % de l'investissement est porté par les collectivités locales. Or celles-ci ne financent pas toujours des dépenses vraiment utiles d'un point de vue

Vous lisez actuellement : L'investissement public, ce nouveau Graal économique

construction d'une piscine municipale, qu'il faut ensuite entretenir et chauffer pour que les bassins soient à la bonne température toute l'année. « Il faut sortir les investissements des règles budgétaires, mais ça ne peut pas être des ronds-points », a récemment ironisé le chef économiste de la banque Natixis, Patrick Artus.

Combien de milliards nécessaires ?

Nombreux sont les spécialistes qui s'accordent pour souligner l'importance d'une évaluation socio-économique et environnementale rigoureuse des gros projets d'investissement afin de les trier et les sélectionner. Or ces analyses sont insuffisamment respectées. « Le projet annuel de performances pour 2021 du programme "infrastructures et services de transport" montre ainsi que le bénéfice socio-économique est suffisant pour seulement 12 projets déjà engagés sur les 33 présentés », souligne le spécialiste des finances publiques François Ecalle.

La France connaît-elle un déficit d'investissement public ? Des besoins supplémentaires, notamment pour la transition énergétique, nécessitent-ils d'augmenter les dépenses d'investissement ? Dans une note dédiée à ce sujet, François Ecalle constate que les dépenses d'investissement public (brutes ou nettes, c'est-à-dire en tenant compte de la dépréciation du capital, comme un pont ou une route qui s'usent au cours du temps) sont tombées en dessous de leur niveau atteint au début des années 1980, d'environ un point de PIB. « Si on considère qu'ils étaient alors à un niveau satisfaisant, ça pourrait être une mesure du besoin d'investissements supplémentaires », estime-t-il. En revanche, la France n'investit pas moins que ses voisins européens, même s'ils ont réduit leurs investissements depuis la crise financière de 2008. « L'investissement net est tombé à 0,1 % du PIB – pratiquement zéro – au cours de la période 2010-2018 », a déploré Paolo Gentiloni au cours d'une audition devant la Cour des comptes.

L'essentiel des besoins concerne la transition énergétique. « Des analyses précises [...] ont été réalisées par I4CE (Institute for Climate Economics). Il en ressort que les investissements actuels des administrations publiques sont de 18 milliards par an et devraient atteindre 28 à 31 milliards par an dans les années 2024-2028 [...], soit une dépense annuelle supplémentaire de l'ordre de 0,5 % du PIB » par rapport au niveau actuel, souligne François Ecalle.

Dans une note coécrite avec l'économiste Mathieu Plane, le président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), Xavier Ragot, chiffre l'augmentation des investissements publics nécessaires de 0,4 à 0,8 % de PIB (de 9 à 19 milliards d'euros) par an pour financer la transition énergétique et la sauvegarde de la biodiversité. Des sommes auxquelles il faudrait rajouter celles indispensables pour opérer la transition numérique (fibre optique, etc.) et moderniser nos infrastructures existantes, notamment de transport. Selon la commission Arthuis, la stratégie bas carbone du gouvernement nécessite des investisse-

« Les déficits vont rester énormes pendant des années. »

Patrick Artus

Mais de l'aveu même de Xavier Ragot, qui plaide sans relâche pour une augmentation des investissements publics (capables d'encourager l'investissement privé par ricochet), l'administration française est mal outillée pour identifier les projets d'investissements vraiment rentables et utiles. « Les analyses macroéconomiques montrent certes que les investissements publics ont en moyenne un impact favorable à long terme sur l'activité économique, mais elles ne sont d'aucun secours pour distinguer les investissements utiles de ceux qui ne le sont pas », ajoute François Ecalle.

Lui en conclut que l'investissement public supplémentaire sans doute nécessaire peut parfaitement être financé sans recourir trop à la dette. « Si les nouveaux besoins annuels d'investissement public, justifiés par leur évaluation socio-économique, représentaient 1,0 % du PIB, ce qui semble un maximum, il devrait être possible de les financer d'abord en évitant de lancer des projets dont le bénéfice socio-économique est insuffisant et ensuite en réduisant légèrement les dépenses publiques hors investissement, leur montant représentant plus de 50 % du PIB en 2019 », écrit-il. Ça devrait plus vraisemblablement passer par de l'endettement supplémentaire. Patrick Artus ne se fait aucune illusion. « Les déficits vont rester énormes pendant des années », prédit-il déjà.

LA RÉDACTION VOUS CONSEILLE

- [Dépenses publiques : d'où vient l'exception française ?](#)
- [Les propositions de la commission Arthuis pour contenir la dette publique](#)

ECONOMIE

Contenus sponsorisés

Taboola Feed

Les plus de 70 ans peuvent obtenir une douche sécurisée gratuitement

Jeu le plus relaxant de 2021. Pas d'installation

Vous lisez actuellement : L'investissement public, ce nouveau Graal économique

« Le MH370 a envoyé un message signifiant qu'il se désintérait »

Covid-19 : Macao et Hongkong suspendent le vaccin Pfizer-BioNTech

Marine Le Pen confirme son prochain départ de la présidence du RN

La championne de snowboard Julie Pomagalski décède dans une avalanche

Jean Dujardin a vécu « l'enfer » sur le tournage d'« Un gars, une fille »

Julien Bayou : « Emmanuel Macron perdra contre Marine Le Pen »

Cambrilage de Bernard Tapie : ce que l'on sait

« Vous ne débattiez pas avec madame Le Pen » : le débat Zemmour-Darmanin fait pschitt

26 Commentaires 

[Commenter](#)

Par Jepirad le 03/04/2021 à 11:14

Ce qui étonne le plus et détonne,

Est que nous France, représentant moins de 1% de la population mondiale, avons la prétention (notre trait de caractère) de lutter contre le réchauffement climatique. Au prix fort évidemment. Et bien non. Les gilets jaunes ont averti. Bon ça a tourné au vinaigre car incapables de contrôler leur troupe, mais ça pourrait recommencer. La sortie de crise sanitaire pourrait bien correspondre à une entrée en rébellion.

Par guy bernard le 03/04/2021 à 07:57

Avant d'investir, il faut une gestion probe, compétente et contrôlée

Je vois un beau train à hydrogène présenté comme une innovation sur laquelle il faudrait investir alors qu'Alstom

Vous lisez actuellement : L'investissement public, ce nouveau Graal économique

Milan.

En France, le gouvernement a prévu 7 milliards d'euros pour le développement de la filière hydrogène jusqu'en 2030.

Mais les discussions avec Alstom et la SNCF ont pris du retard et les premiers prototypes ne devraient pas circuler avant 2023. La SNCF, longtemps réticente, a fini par se convertir à l'hydrogène, désormais considéré comme une bonne option pour remplacer le diesel.

Nous avons déjà tout, mais nous sommes perturbés par des décisions politiques (François Hollande achetant des trains déjà obsolètes) ou syndicales (que va faire la SNCF de ses diésélistes).

Avant d'investir, il faut une gestion probe, compétente et contrôlée, ce qui demande une autre gestion politique, de neutraliser des influences néfastes et une réforme de la CDC.

Par walch le 03/04/2021 à 05:03

« 70 milliards pour lutter contre le réchauffement climatique »

Si l'absurdité d'un tel énoncé ne saute pas aux yeux on est mal barrés...